

Venez rencontrer Rés'OGM Info lors du salon primevère, qui aura lieu les vendredi 26, samedi 27 et dimanche 28 février 2010

<http://primevere.salon.free.fr/visiteurs2010/index.html>

Nous partagerons notre stand avec Inf'OGM www.infogm.org

Du nouveau dans la médiathèque :

NOUVEAU DVD : 2 + 2 = Bleu

Dans 2 + 2 = Bleu, Frédéric Jacquemart, médecin, scientifique et philosophe, président du GIET, administrateur d'Inf'OGM, de FNE, de la FRAPNA, de la FACEN, et membre du Haut comité aux Biotechnologies, nous accueille dans un magnifique gîte des Cévennes, pour nous livrer, dans un film fleuve, sa pensée sur le monde actuel. Celui-ci est à un point de rupture. Un changement profond – un changement de paradigme, d'être au monde, un changement culturel - est nécessaire. La condition de l'Homme a évolué, celui-ci contraint par les limites du milieu naturel, avait un sens à sa vie. Aujourd'hui, l'Homme est devenu capable, par les biotechnologies notamment, de repousser les limites de son action, mais le monde dans lequel il évolue, lui, est fini. C'est là, le point de rupture, surtout quand est bouleversé la vie, la biodiversité. Le refus de la mort, l'intentionnalité que l'Homme met dans ses créations, la maîtrise de la Nature le fait se rapprocher de Dieu et finalement perdre sa qualité d'Homme.

Frédéric Jacquemart nous invite à instaurer une autre relation à la Nature. Non pas à revenir au passé. La tâche est rude, et il semble prêcher seul dans son désert.

un film de Thierry Maous, Richard Prost, avec Ruth Stegassy

1h20 min, décembre 2009

AVEC :

Frédéric Jacquemart

Majid Rahnema (écrivain : « Quand la misère chasse la pauvreté », « La puissance des pauvres »)

Stéphanie Daydé (écologue et paysanne, membre du GIET)

Et la participation de Pierre Buchberger (paysan, Nature et Progrès), Philippe Barth (musée d'Orgnac) et Joulika.

Prix du film : 10 euros + 2 euros pour frais d'envoi en France métropolitaine

Chèque à l'ordre du GIET

Envoyer à GIET Bedousses Bas 30450 Aujac

Pour plus d'informations sur le GIET, consulter le site <http://giet-info.org>

Divers dates et documents :

France Inter : les agriculteurs en crise

<http://sites.radiofrance.fr/franceinter/em/nousautres/index.php?id=87401>

<http://sites.radiofrance.fr/franceinter/em/nousautres/index.php?id=87627>

Colloque SFER :La réduction de pesticides agricoles enjeux, modalités et conséquences

http://www.sfer.asso.fr/les_colloques2/la_reduction_de_pesticides_agricoles_enjeux_modalites_et_consequences

Cessions sur le génome à l'Université populaire de Lyon (les cours sont tous enregistrés puis mis sur le site :

<http://uplyon.free.fr>)

Vincent Daubin, Gabriel Marais, Christine Pohl & Eric Tannier

Les génomes

Me 03/03/10 1. Origine, diversité et fonctionnement des génomes (1)

Me 10/03/10 2. Origine, diversité et fonctionnement des génomes (2)

Me 17/03/10 3. Les virus, pathogénie et rôle évolutif

Me 24/03/10 4. Le génome, son environnement et l'organisme

Me 31/03/10 5. les manipulations du génome, entre technique et éthique

<http://uplyon.free.fr/wordpress/wp-content/uploads/2009/11/prog-2009-2010-4-p-en-ordre.pdf>

Semaine sans pesticides (MDRGF) : du 20 au 30 mars 2010, un peu partout en France

<http://www.semaine-sans-pesticides.fr/>

Assemblée générale puis formation

**Samedi 13 mars 2010
à la Salle Maurice Thorez (GIVORS – Rhône)**

Assemblée statutaire : 9h – 12h

Ordre du jour :

9h : accueil autour d'un café

9h30 – 12h : assemblée statutaire

Bilans d'activités et financiers, moral et d'orientation. Election du conseil d'administration

12h-13h : repas tiré du sac

Formation : 13h-17h30

13h : Accueil formation

13h30-17h30 : Formation :

Les autres modifications du vivant que la transgénèse (mutagénèse, biologie synthétique, nanobiotech...) : techniques et enjeux

Eric Meunier, Inf'OGM

Les questions éthiques et sur l'éthique que posent les nouvelles formes de transformation du vivant et la convergence des nouvelles techniques (Nano, Bio, Info, Cognitivo)

Daniela Cerqui, anthropologue de l'Université de Lausanne

Les OGM tels que nous en entendons parler depuis les années 1990, à savoir les Organismes Transgéniques, ne sont pas les seules modifications actuelles du vivant.

Les intervenants vont tenter de décrire ces techniques considérées comme OGM, mais qui sont mal connues par les citoyens (mutagénèse etc.), d'en décrire les enjeux techniques, réglementaires et éthiques.

Ces nouvelles techniques de modification du vivant, mais aussi les nouvelles technologies comme les nanotechnologies, les sciences de l'information etc. (NBIC), bien souvent combinées entre elles, nous interrogent sur la place de la science dans notre société. Quelle place est donnée à l'Homme et au Naturel dans ce nouveau rapport au monde ?

Formation pour tous les citoyens, associatifs, élus, enseignants qui souhaitent mieux comprendre les enjeux que posent ces nouveaux débats qui semblent nous dépasser.

Questions-réponses avec le public

Formation gratuite, mais aux places limitées. La réservation est recommandée.

Infos pratiques sur <http://www.resogm.org/spip.php?article150>

La Confédération paysanne partage le constat du GNIS : «la majorité des français souhaite que les agriculteurs puissent ressemer gratuitement une partie de leur récolte et cultiver la biodiversité»

Communiqué de presse - 1 déc 2009

L'étude Optiway publiée par le Groupement National Interprofessionnel des Semences (GNIS) le 20 novembre 2009, montre que les français ont une image des semences et de ses enjeux en accord avec la réalité. En effet, une majorité d'entre eux :

- trouve normal que les agriculteurs puissent ressemer gratuitement une partie de leur récolte,
- trouve que le catalogue est un frein pour la biodiversité,
- souhaite que la sélection de variétés permette aux agriculteurs de réduire l'usage des pesticides,
- ne croit pas que les OGM ou les semences industrielles puissent résoudre le problème de la faim,
- souhaite que l'Etat réglemente le marché des semences.

Cependant, les « souhaits » du peuple français ne sont pas appliqués dans la réalité.

Les agriculteurs qui ressèment leur récolte de blé tendre doivent payer des royalties aux semenciers. Le GNIS milite pour que la loi étende cette Contribution baptisée « Volontaire et Obligatoire » à toutes les semences de ferme [1]. Les variétés traditionnelles, les variétés populations sélectionnées et multipliées localement par les agriculteurs, les variétés peu exigeantes en engrais chimique (dites faible intrant) ou les variétés spécifiquement sélectionnées pour la bio sont toujours interdites par le catalogue. Les variétés autorisées sont pour la plupart grandes consommatrices de pesticides.

Depuis un demi siècle, l'Etat a abandonné la gestion de la réglementation sur les semences à l'industrie des semences. En effet, le GNIS qui a le monopole de la représentation de la filière semence en France, promeut l'utilisation des OGM, poursuit en justice ceux qui vendent des semences traditionnelles non inscrites au catalogue, est en même temps chargé de la gestion du catalogue.

Avec le moratoire sur la culture du MON 810 puis avec la première loi Grenelle I, le gouvernement a fait quelques avancées pour répondre à la volonté des français et s'opposer à ce monopole. Il ne doit pas s'arrêter en chemin, mais mettre en place une réglementation qui favorise la biodiversité, les semences destinées aux agricultures paysannes et biologiques, le droit des agriculteurs de ressemer et d'échanger leurs semences et de participer, avec la société civile, aux décisions concernant les semences.

[1] Les semences de ferme sont les graines récoltées à partir de semences sélectionnées par l'industrie semencière mais multipliées par l'agriculteur à la ferme par soucis d'économie et d'indépendance.

Barroso veut imposer la culture des OGM dans l'UE, Bruxelles dément

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gdodv-7LriBplGv9bw9Qu47Xqx2A>

BRUXELLES — Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso veut relancer le processus d'autorisation de la culture de deux OGM controversés très vite après la prise de fonction de sa nouvelle équipe la semaine prochaine, ont assuré à l'AFP plusieurs sources européennes.

Mais la Commission a démenti cette assertion.

"L'autorisation de la culture du maïs MON 810 et de la pomme de terre Amflora est une de ses priorités", a confié une source au sein de l'exécutif bruxellois sous couvert de l'anonymat.

"Il veut aller vite pour se débarrasser de ce problème qui lui a pourri son premier mandat", a confirmé un responsable européen.

"Le président Barroso n'a aucune intention d'imposer la culture des OGM", a affirmé lundi soir à l'AFP sa porte-parole Pia Ahrenkilde Hansen.

"Aucune décision n'a été prise concernant ces deux produits", a-t-elle assuré.

"Aucune date précise n'a été fixée pour le moment", a pour sa part précisé la représentation de la Commission en France dans une mise au point à l'AFP.

Monsanto attend le renouvellement de l'autorisation pour la culture du MON 810, seul OGM cultivé à ce jour dans l'UE, et BASF bataille pour sa pomme de terre.

D'énormes intérêts financiers sont en jeu. BASF estime entre 30 et 40 millions d'euros par an les revenus dégagés par Amflora, si sa culture est autorisée.

"Barroso ne raisonne qu'en termes de marchés et de relations commerciales", a souligné un responsable européen.

"Il se fonde sur les avis scientifiques qui disent que ces OGM ne présentent pas de risques pour la santé, mais ne se préoccupe pas des possibles conséquences à long terme sur l'environnement", a déploré la source au sein de la Commission.

Le départ de Stavros Dimas, commissaire à l'Environnement opposé à la culture des OGM, facilite la tâche à M. Barroso.

Mais José Manuel Barroso doit tenir compte des réticences des Etats. Six pays, dont la France et l'Allemagne, ont interdit la culture du MON 810 et onze Etats ont demandé à pouvoir interdire toutes les cultures d'OGM.

"Il devrait être possible de combiner un système d'autorisation communautaire, basé sur la science, avec la liberté pour les Etats membres de décider s'ils veulent ou non cultiver des OGM sur leur territoire", a-t-il indiqué en septembre dernier.

M. Barroso a subi un revers politique l'an dernier lorsque 22 pays ont voté contre sa demande de faire lever les interdictions, et les gouvernements européens sont aujourd'hui très réticents à autoriser les produits OGM en raison de l'opposition de leur opinion, inquiète de leur possible toxicité.

Jusqu'à présent, aucune majorité n'a été trouvée et une réflexion est engagée pour différencier autorisations de culture et de commercialisation.

Le ministre italien de l'Agriculture, Luca Zaia, sera difficile à convaincre. Car les grandes manoeuvres ont commencé en Italie, où le Conseil d'Etat, saisi par des agriculteurs pro-OGM, a demandé d'autoriser leur culture.

"Nous nous y opposerons", a-t-il annoncé, soulignant que "le monde scientifique était divisé sur les OGM".

La culture du MON 810 présente "plus d'inconvénients que d'avantages", a ainsi estimé fin décembre le Haut conseil des Biotechnologies en France.

L'Amflora contient en effet un gène marqueur de résistance aux antibiotiques. Le MON 810 contient pour sa part une molécule insecticide.

La Commission fonde son action sur les avis de l'EFSA, l'agence européenne de sécurité des aliments (AESA en français), qui assure que le MON 810 et la pomme de terre Amflora ne posent aucun problème pour la santé.

Mais l'institution est aujourd'hui au coeur d'une polémique après l'embauche de Suzy Renkens, son ancienne directrice du département OGM, par le groupe agroalimentaire suisse Syngenta.

SUISSE :

CH/Moratoire sur les OGM: commission du National favorable à un prolongement

Berne (awp/ats) - Le moratoire de cinq ans sur l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM), accepté par le peuple en 2005, devrait être prolongé jusqu'en 2013. Après le Conseil des Etats, une commission du National y est également favorable.

Par 15 voix contre 11, la commission de la science a accepté d'entrer en matière et de ne pas renvoyer au Conseil fédéral le projet de prolongation du moratoire. Ce dernier arrivera à échéance le 27 novembre prochain, rappellent vendredi les Services du Parlement.

Or tant que les résultats de la recherche sur les OGM et leur utilisation ne sont pas entièrement connus, les craintes d'une partie de la population face à ces nouvelles techniques doivent être prises en compte, estime la majorité. Ce n'est qu'ensuite que pourra avoir lieu la discussion de fond sur la dissémination de plantes génétiquement modifiées.

ats/rp

(AWP/15 janvier 2010 17h00)

CANADA

Des producteurs de lin inquiets

Mise à jour le mercredi 20 janvier 2010

http://www.radio-canada.ca/regions/manitoba/2010/01/20/002-lin_producteurs_inquietudes.shtml

Des producteurs de lin canadiens soupçonnent des compagnies de semence de vouloir profiter de la crise du lin contaminé par des organismes génétiquement modifiés (OGM) afin de les obliger à acheter des graines dites certifiées sans OGM. L'Union nationale des fermiers estime cependant que ces graines dites certifiées ne sont pas la solution.

L'année dernière, les agriculteurs canadiens avaient vu les prix du lin baisser considérablement. Leur principal client, l'Union européenne, avait suspendu ses importations pendant cinq mois. Les Européens avaient décelé dans le lin canadien des traces infimes d'OGM, ce qui avait fait chuter les exportations du Canada.

Aujourd'hui, chacun essaie de trouver des solutions. L'Union nationale des fermiers propose par exemple de vérifier toutes les cargaisons de lin à destination de l'Europe.

Selon le président de l'Union nationale des fermiers, Terry Boehm, des compagnies de semence voudraient forcer les fermiers à acheter des graines qui sont certifiées, c'est-à-dire qui ne contiennent aucun OGM.

Le problème est que les cultures certifiées peuvent toujours entrer en contact avec des restants d'OGM lors de leur transport ou de leur entreposage. Terry Untel, un agriculteur manitobain, avait par exemple acheté des graines certifiées l'année dernière, mais des traces infimes d'OGM y avaient été détectées.

M. Untel estime que les graines certifiées vont augmenter l'influence que pourraient exercer les producteurs de semences sur les fermiers.

Association Rés'OGM Info 8 quai maréchal Joffre 69002 LYON jusqu'au 31 mars

A partir du 1^{er} avril 2010 : 58 rue Raulin 69007

04 78 42 95 37 www.resogm.org resogminfo@free.fr

Newsletter réalisée par Marie-Aude Cornu, animatrice coordinatrice régionale